



Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture

Le bulletin d'information
du Secteur de l'éducation
de l'UNESCO

L'éducation AUJOURD'HUI

NOUVELLES TECHNOLOGIES : MIRAGE OU MIRACLE ?

AU SOMMAIRE



APPRENTISSAGES
L'UNESCO aide des
écoles palestiniennes
p. 3



DOSSIER
Les TIC en question
p. 4



EDUCATION POUR TOUS
Intégrer les enfants
handicapés
p. 9



EN BREF
FacDonald's ? Le débat
p. 10

Saluée comme une révolution, l'arrivée des technologies de l'information et de la communication a suscité bien des espoirs dans le milieu de l'enseignement. Mais ces outils ont-ils tenu leur promesse de mieux former, et à moindre coût, un plus grand nombre d'élèves? La réponse dans notre dossier.

EDITO

Voici quelque temps, j'ai lu une série de citations sur le rôle des innovations techniques dans l'enseignement, citations que je continue de trouver fort éclairantes. La plus ancienne, datée de 1841, affirme que « l'inventeur du tableau noir mérite d'être rangé parmi les personnes qui ont le plus contribué au progrès de l'enseignement et de la science, et peut-être même parmi les grands bienfaiteurs de l'humanité. » La suivante, en 1940, estime que « le film est l'outil le plus révolutionnaire mis au service de l'éducation depuis la création de l'imprimerie. » En 1957, un autre auteur écrit encore : « Il semble clair désormais que la télévision est le meilleur moyen de faire progresser l'éducation depuis l'invention de la typographie. »

Affirmations balayées en 1962, lorsqu'un nouvel oracle annonce que « l'enseignement programmé est la plus formidable innovation dans le domaine de l'éducation depuis l'invention de l'imprimerie. » Les ordinateurs sont entrés en scène ce qui, en 1967, suscite cet autre commentaire : « L'impact des ordinateurs sur la société, et donc sur l'éducation, a été comparé à celui du caractère d'imprimerie et de la presse typographique. » Pour finir – mais je suis persuadé que l'avenir nous réserve bien d'autres déclarations fracassantes –, une conférence concluait en 2000 : « L'Internet et les technologies de la communication bouleversent aujourd'hui les formes de l'enseignement et la façon dont il est dispensé. »

L'histoire de l'éducation depuis un siècle oblige à nuancer de telles affirmations. Pour révolutionnaires que se prétendent ces innovations, elles s'inscrivent en fait dans une évolution. Ce n'est pas un hasard si quatre des six citations établissent une comparaison avec l'imprimerie et non avec une invention plus récente. L'imprimerie, semble-t-il, a effectivement provoqué une révolution en profondeur, qui s'est déroulée sur plusieurs siècles. Il est chimérique de penser qu'une technologie nouvelle puisse opérer une révolution pédagogique d'un simple coup de baguette magique. Mais il ne faut pas désespérer de la capacité globale des avancées techniques à améliorer l'éducation. L'exemple de l'enseignement multimédia à distance dispensé aujourd'hui par les universités de nombreux pays prouve que l'association de plusieurs technologies et leur utilisation judicieuse peuvent élargir l'accès à l'éducation et améliorer la qualité de l'enseignement, tout en diminuant les coûts.

Et là, on peut sans doute parler d'une véritable révolution !

John Daniel

Sous-Directeur général pour l'éducation

Un collège bien inspiré

En Afrique du Sud, le lycée technique de Bokgoni refuse de baisser les bras face aux difficultés sociales et économiques.



© Thobeka Ndabula

vivent dans un bidonville où le chômage prend des proportions effroyables. Chaque jour, les enseignants accueillent des enfants affamés. Mais ici, on n'a pas attendu l'intervention des autorités. « Nous avons fait pousser des légumes pour les élèves nécessiteux. Une solution suggérée par le réSEAU, qui milite pour une société productive et généreuse », raconte George Sono, enseignant en informatique et coordonnateur local du réSEAU.

Voici quatre ans, l'école s'est associée à trois autres établissements du réSEAU pour remettre à neuf le collège du township voisin de Reitumetse. « Nous avons demandé aux élèves une participation de 5 rands minimum et les dons ont afflué. Nous avons aussi organisé des matchs et une vente au collège de Clapham, également membre du réSEAU. Le collège de Reitumetse a repris fière allure », explique George Sono en souriant.

Combattre le VIH/sida

Comme le reste de la société, le lycée de Bokgoni doit affronter un ennemi redoutable : le VIH/sida. Treize parents sont morts ces six derniers mois. « Nous avons parfois trois décès par semaine, généralement des suites du sida », dit Georges Sono. L'adjoint du directeur, M. Bopape, souligne combien ces tragédies nuisent à l'apprentissage. « Nous avons à faire à des élèves traumatisés, qui ont besoin de conseils, de compréhension et aussi de nourriture car ils souffrent de la faim. Le sida menace notre système éducatif. »

S'appuyant sur la philosophie du réSEAU, qui vise à « préparer les enfants et les jeunes à faire face aux défis d'un monde de plus en plus complexe », l'établissement a lancé un vaste projet pour lutter contre le drame du sida. Les élèves viennent en aide aux

orphelins du collège comme de l'hôpital voisin de Mohau, leur apportant de la nourriture et des jeux. La difficulté consiste à financer cette action. « Pour récolter de l'argent, ils dansent dans des mariages, dans des fêtes locales ou des manifestations nationales », précise l'adjoint du directeur.

Elèves-ministres

« Nous avons compris que le seul moyen de résoudre ces problèmes était d'impliquer les élèves », dit Violet Raphiri, une enseignante. Ceux-ci ont donc formé un « gouvernement » et se sont réparti des « ministères » : environnement, éducation, santé, sports, affaires sociales, etc. « En tant que ministre de la Santé, explique Kholofelo Mokwena, 16 ans, élève de seconde, je suis chargé de présenter un programme pour faire passer le message sur le sida auprès des élèves, des jeunes et des habitants du quartier. »

Investi de la charge de Premier Ministre, Kgaohelo Ramohwebo, 16 ans, précise que son gouvernement a élaboré un projet visant à fournir aux élèves les plus pauvres une aide alimentaire et un uniforme scolaire. « Nous avons demandé aux anciens du lycée de nous faire cadeau de leurs uniformes. »

Les élèves cherchent aussi des fonds pour financer une équipe de cricket, sport réservé à l'élite blanche des établissements haut de gamme. « C'est le réSEAU qui nous a appris à nous fixer des objectifs ambitieux », précise Kgaohelo.

L'histoire du lycée de Bokgoni se répète dans bien d'autres écoles du réSEAU à travers le monde. Une évaluation mondiale dont les résultats ont été publiés en août 2003, pour le 50^e anniversaire des Ecoles associées, met d'ailleurs l'accent sur ce qui fait l'originalité du réSEAU : sa capacité à inspirer de nouveaux modes de pensée au sein du monde éducatif.

Contact : E. Khawajkie, UNESCO Paris
Mél. : e.khawajkie@unesco.org

Rina Ramollo et Retsebile Thamago dansent pour financer leur lycée.

Considéré hier comme une école professionnelle de seconde zone, le lycée technique de Bokgoni est aujourd'hui pris d'assaut. Il accueille cette année 1 300 élèves, soit dix fois plus qu'en 1997, et les résultats scolaires ont progressé de façon spectaculaire. La clé du succès ? Le lycée a mis à profit ses contacts avec le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (le réSEAU), qui relie quelque 7 000 établissements à travers le monde.

Situé dans l'un des quartiers noirs misérables qui ne cessent de s'étendre autour de Pretoria, le lycée n'échappe pas aux problèmes qui déchirent l'Afrique du Sud : criminalité persistante, pauvreté extrême et ravages du VIH/sida. Environ 70 % des élèves

Une aide modeste, un progrès certain

Dans les Territoires palestiniens, un projet de l'UNESCO aide plus de 450 écoles démunies à mieux s'équiper.

Abdul Rahim Ahmad Qadous, instituteur à l'école primaire de Beit Wazan près de Naplouse, dans les Territoires palestiniens, vivait jusqu'à récemment encore un cauchemar quotidien : l'escalier de son établissement était dépourvu de balustrade et les enfants risquaient à tout instant la chute. Le cauchemar vient de s'achever. Grâce à un nouveau programme d'aide de l'UNESCO, une rampe est enfin installée.

Comme 460 autres établissements de Cisjordanie et de Gaza, l'école de Beit Wazan a reçu 500 dollars EU de l'UNESCO en 2003. Les écoles bénéficiaires ont été choisies sur plus de 2 000 par le ministère palestinien de l'Éducation. Au total, 230 000 dollars ont été distribués. Des fonds bien nécessaires pour des établissements manquant d'entretien, de livres et de matériel pédagogique.

Ressources en chute libre

Victimes de la crise actuelle, les écoles souffrent d'une pénurie cruelle de financements. Les parents éprouvent des difficultés de plus en plus grandes à acquitter les frais de scolarité. En effet, les événements des trois dernières années ont mis de nombreuses familles dans l'incapacité presque totale de subvenir à leurs besoins.

Ainsi, l'an dernier, l'école de Beit Wazan n'a collecté que 800 dollars, alors qu'elle en recueillait habituellement 3 000. Une somme dérisoire qui ne lui permet pas d'acheter le matériel nécessaire pour les cours de sciences ni même les fournitures de base.

« L'aide de l'UNESCO est arrivée juste à point, alors que l'école vivait une de ses années les plus noires », se réjouit Abdul Rahim Ahmad Qadous, l'instituteur. Sur la liste du matériel demandé, rien de superflu : un tapis de sport, un lecteur de CD, seize livres pour la bibliothèque, quelques outils de jardinage et la fameuse balustrade, source de tous ses cauchemars.

« Le plus important dans tout cela, ce sont les nouveaux livres, souligne Tamer Nafe, élève de seconde. Nous avons maintenant un plus grand choix d'ouvrages religieux, scientifiques et de culture générale. Ils nous aident à mieux connaître le monde dans lequel nous vivons. »

Entre la peur et la violence

L'école mixte d'Al Quds, autre établissement bénéficiaire, est, selon sa directrice Amneh Imran, confrontée à deux graves problèmes : « Nous sommes dans une zone où les tensions sont très fortes. Il y a aussi beaucoup de violence parmi les élèves, généralement entre garçons mais parfois aussi à l'encontre des filles. » Située dans la banlieue sud de Naplouse, en Cisjordanie, l'école accueille 237 élèves, originaires des villages environnants et du camp de réfugiés voisin de Balata. « Nous tenons les enfants à l'écart des lieux où des conflits

peuvent éclater, ajoute la directrice. Mais nous leur permettons d'accéder, sous surveillance bien sûr, à la salle de sciences où ils peuvent travailler sur des expériences intéressantes. »

Lorsque l'établissement a ouvert en 2001, il n'avait pas les moyens d'équiper cette salle. Il aurait dû attendre sept ans pour acheter ce que l'apport de 500 dollars a permis d'acquérir cette année.

Basri Saleh, directeur général des relations internationales et des relations publiques au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, se félicite de ce nouveau programme. « L'idée de venir en aide au plus grand nombre d'écoles possible est pour nous une formidable occasion de progresser, estime-t-il. Mais nos conditions de vie restent déplorable et nos besoins immenses. »

Contact : Costanza Farina, UNESCO Ramallah
Mél. : c.farina@unesco.org

Le renouvellement du matériel pédagogique apaise les tensions au sein de cette école palestinienne.

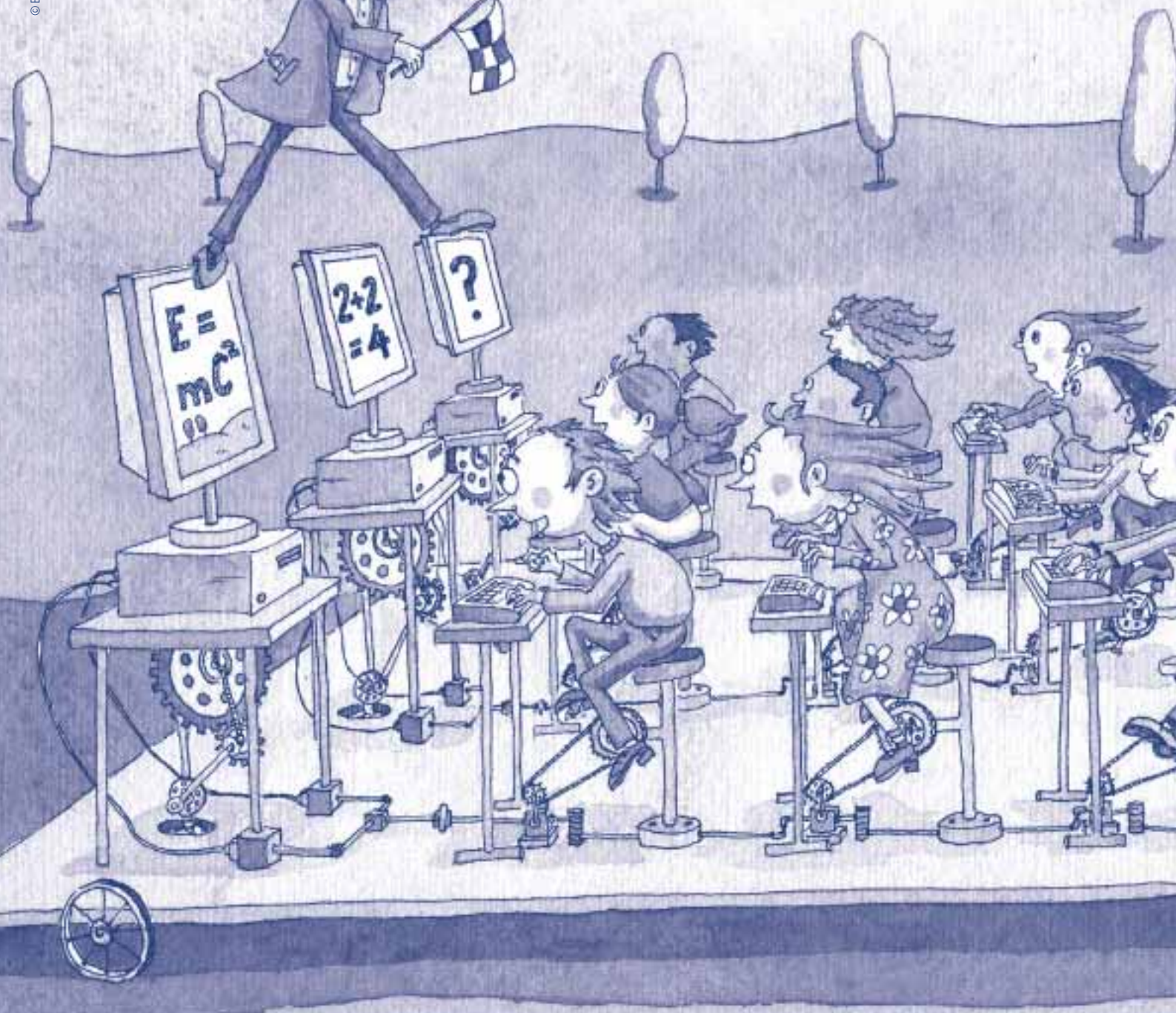


© UNESCO/Elias Zanantiri

Nouvelles technologies : mirage ou

Une révolution. C'est ainsi qu'a été décrite l'arrivée à l'école des technologies de l'information et de la communication. Interactives, ludiques, capables de transmettre des données un peu partout et de façon instantanée, elles se sont vite imposées dans les salles de classe. En tout cas dans les pays riches. Mais ont-elles tenu toutes leurs promesses ?

© Erik Staal



miracle?



« Il est appelé à révolutionner notre système éducatif et [...] d'ici quelques années, devrait largement concurrencer, voire remplacer, les manuels scolaires. » S'agit-il de l'ordinateur ? Du réseau mondial tissé par l'Internet ? Ni l'un, ni l'autre. Ces paroles prononcées en 1922 par Edison, l'inventeur américain de l'ampoule électrique, s'appliquent au cinéma.

Près d'un siècle plus tard, le cinéma n'a pourtant pas relégué les manuels scolaires au rayon des souvenirs. Pas plus que la radio ou la télévision n'ont remplacé les professeurs. Chaque fois pourtant, des experts ont cru que ces innovations techniques deviendraient des auxiliaires indispensables des enseignants. Mais la télévision ou la radio, si elles ont trouvé des applications intéressantes (voir encadré p. 6), demeurent de simples outils. voire des gadgets, dans le pire des cas. En tout cas, elles n'ont pas fondamentalement changé l'école.

En ira-t-il autrement des technologies de l'information et de la communication ? Les TIC marqueront-elles un véritable tournant ? La cyber-euphorie qui a accompagné l'irruption de l'Internet et le développement des médias numériques a alimenté de nombreux espoirs. D'un clic, il devenait possible d'accéder au savoir que l'on se trouve à Manhattan ou dans la campagne kenyane la plus reculée. Mais quelques années après la diffusion de l'Internet à grande échelle, la révolution annoncée a-t-elle vraiment eu lieu ?

Un renouveau en demi-teinte

« Les TIC n'ont pas éliminé les problèmes pressants auxquels font face les systèmes éducatifs, commente Vladimir Kinelev, directeur de l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation. Les tentatives pour améliorer l'enseignement grâce aux nouvelles technologies souffrent de l'absence de paradigmes éducatifs sérieux susceptibles d'engendrer un renouveau réel. »

Ce qui est sûr, c'est que les nouvelles technologies introduisent une différence de nature avec les médias antérieurs. « La nouveauté, c'est la possibilité pour les utilisateurs de se connecter entre eux et d'être interactifs. C'est totalement inédit. Cela laisse une part beaucoup plus importante à

l'initiative et à la créativité », note Richard Sweet, administrateur principal à la Division de l'éducation et de la formation de l'OCDE.

La relation au temps et à l'espace s'en trouve modifiée, puisqu'il n'est plus nécessaire d'être physiquement présent à un cours pour y assister. Autre avantage : la possibilité d'avoir recours à différents médias simultanément et de transmettre des données instantanément et à un coût très faible. Il devient également possible de personnaliser un enseignement et de présenter de manière vivante et efficace des notions théoriques complexes.

« Prenez une leçon de géométrie. Là où un enseignant met trois à cinq heures pour exposer des concepts au tableau, il ne lui en faudra plus qu'une s'il peut utiliser des animations sur ordinateur », observe ainsi Ryan Watkins, professeur de technologie éducative à l'université George Washington, aux Etats-Unis. Souples, ludiques, interactives, les nouvelles technologies exercent une vraie séduction sur les élèves.

Consciente de ces atouts, l'école s'est rapidement convertie. Les trente pays de l'OCDE ont investi massivement dans les TIC destinées à →

Sommet mondial sur la société de l'information

L'accès universel à l'information et à l'éducation, la liberté d'expression et la diversité culturelle sont les quatre principes qui doivent régir les futures sociétés du savoir. Telle est la teneur du message lancé par l'UNESCO au Sommet mondial sur la société de l'information qui se tiendra à Genève, en Suisse, du 10 au 12 décembre 2003.

L'UNESCO organise de nombreuses manifestations afin de promouvoir ces principes : une table ronde ministérielle lors de la 32^e session de la Conférence générale, en octobre 2003 ; un colloque de haut niveau réunissant, à la veille du Sommet, des responsables politiques du monde entier ; et, parallèlement au Sommet, quatre événements consacrés respectivement à l'éducation, à la culture, aux sciences et aux médias.

L'UNESCO publie également une série de dix titres portant sur les principales questions soulevées par la société de l'information.

Pour en savoir plus : www.unesco.org/webworld/fr

Télévision et radio, les pionniers

Bien avant l'ordinateur et l'Internet, la radio et la télévision ont fait leur entrée à l'école. En Amérique du Sud, en Asie et en Afrique, des programmes radiophoniques utilisés en classe et relayés par les enseignants se sont ainsi très largement répandus au début des années 1950. Plus récemment, l'Indonésie a utilisé la radio pour former les écoliers disséminés dans les archipels. Pendant les années 1990, la Mongolie, en coopération avec l'UNESCO, a eu recours à ce média pour apprendre aux femmes à créer et à gérer de petites entreprises.

Le potentiel de la télévision a aussi été largement exploité, avec des résultats très mitigés. En 1960, la Chine est devenue le premier pays à utiliser la télévision (et la radio) pour produire des programmes d'enseignement à distance destinés aux étudiants du supérieur. On espérait dans les années 1970 que cet outil permettrait aux pays en développement d'améliorer la qualité de l'enseignement. Avec le soutien d'organisations internationales, des programmes télévisés pour le secondaire ont été mis en place, notamment en Côte d'Ivoire et au Salvador.

Mais les résultats se sont avérés décevants. Les enseignants voyaient d'un mauvais œil cette ingérence du gouvernement dans leur classe. En outre, les coûts se sont révélés très élevés. De fait, ces projets ont pris fin quand le financement international s'est tari. Selon Larry Cuban, professeur en sciences de l'éducation à l'université de Stanford, aux États-Unis, « ces essais se sont soldés par un échec parce que les enseignants étaient insuffisamment formés et que cette technologie n'était pas toujours très fiable. »

Le succès de Telesecundaria fait donc figure d'exception. Lancé en 1965 au Mexique, ce projet pilote de télévision en circuit fermé vise à élargir l'enseignement secondaire aux zones rurales ou isolées. Les émissions produites au niveau national couvrent le même programme que les établissements ordinaires. Retransmises par satellite deux fois par jour, elles revendiquaient en 2001 une audience de 963 000 élèves répartis dans 16 000 écoles où, d'après certaines évaluations, le niveau scolaire serait meilleur que dans les établissements classiques.

L'enseignement : 16 milliards de dollars EU en 1999, soit 1 à 2 % des dépenses totales de l'éducation. L'essentiel des fonds a été investi dans le matériel et l'infrastructure.

La pénétration de l'Internet dans le milieu scolaire est assez spectaculaire. Un seul exemple : elle est passée aux États-Unis de 14 % en 1996 à 63 % en 1999. Mais c'est surtout dans l'enseignement supérieur que la progression est la plus nette. En 1999, plus de 90 % des étudiants américains se connectaient régulièrement et 50 % quotidiennement. Et, plus significatif encore, près de 40 % des programmes prévoyaient l'utilisation des ressources Internet, contre 25 % en 1997 et 15 % en 1996. L'avènement du World Wide Web a aussi considérablement développé les possibilités de l'enseignement à distance. L'Université ouverte de Grande-Bretagne, créée en 1969, utilise ainsi du matériel multimédia parallèlement aux cours traditionnels.

Pour l'école, l'intérêt est double : il s'agit à la fois d'introduire un outil qui favorise l'apprentissage et de doter les élèves de compétences qui leur seront indispensables sur le marché du travail. Car contrairement à la télévision ou la radio, les TIC requièrent des compétences spécifiques. « Pour bien utiliser les nouvelles technologies, il faut savoir maîtriser certains logiciels, mais aussi hiérarchiser les informations trouvées sur la Toile et utiliser des bases de données », explique Kurt Larsen, administrateur prin-

cipal au Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement de l'OCDE. Des compétences indispensables dans la société de l'information qui s'annonce.

Des disparités importantes

Le problème, c'est que les TIC, pivot de la mondialisation, sont restées jusqu'ici le privilège des pays industrialisés même si certains pays du Sud ont su saisir l'occasion. Entre 1998 et 2000, le nombre d'utilisateurs

est passé de 1,7 à 9,8 millions au Brésil ou de 2 500 à 25 000 en Ouganda. Mais à eux seuls, les pays de l'OCDE rassemblent encore 79 % des 400 millions d'utilisateurs de l'Internet dans le monde.

Dans le contexte de dénuement qui est le lot de nombreux établissements, en Afrique notamment, l'investissement dans les TIC n'apparaît pas comme une priorité quand les manuels, les craies, voire les enseignants ou l'eau potable, font défaut.

L'UNESCO forme les enseignants

Des centaines d'enseignants cambodgiens s'initient actuellement à l'utilisation des TIC. Au Mozambique et en Afrique du Sud, des communautés rurales s'appuient sur l'expérience, le savoir et les besoins locaux pour élaborer, grâce aux TIC, des mallettes de sensibilisation à l'égalité des sexes à l'école. Un portail Internet consacré à la formation des enseignants aux TIC offre ses ressources en ligne (<http://www.unescobkk.org/ips/ict/ict.htm>).

Ces exemples donnent une idée de la variété des projets mis en œuvre par l'UNESCO pour promouvoir les TIC dans l'enseignement. En Afrique, en Asie et dans le Pacifique, des programmes visent à former les enseignants et les éducateurs, à aider les pays à mettre sur pied des politiques viables d'application des TIC et à définir des indicateurs pour mesurer l'impact des TIC dans les écoles. L'UNESCO a également créé un groupe de travail intersectoriel sur l'enseignement ouvert et à distance centré sur la formation des enseignants.

L'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation joue par ailleurs un rôle moteur dans le renforcement des capacités nationales en matière d'application des TIC à l'éducation, grâce à ses activités de recherche, de formation et d'échange d'information.

→ Même dans les pays industrialisés, on note de grandes disparités. Si en 1999, on comptait moins de cinq élèves par ordinateur dans l'enseignement secondaire en Norvège, ils étaient plus de 25 en Belgique et plus de 35 au Portugal à partager le même écran.

Le risque est grand de voir se creuser les inégalités existantes en matière d'éducation. Exclues de l'école dans bien des pays, les filles le sont aussi des nouvelles technologies. Les femmes ne représentaient en 2001 que 22 % des internautes en Asie, 38 % en Amérique latine et 6 % seulement au Moyen-Orient.

De plus, une bonne partie des contenus est élaborée aux Etats-Unis, ce qui ne favorise pas la diffusion. Car s'il est possible de se servir d'un logiciel comme Word avec quelques rudiments d'anglais, il n'en va pas de même pour un cours de mathématiques en ligne.

Dans les pays industrialisés, les TIC ont investi depuis quelques années déjà les salles de classe mais n'ont pas fait la preuve de leur efficacité. Une étude réalisée en Israël l'année dernière montre entre autre que, parmi des élèves de 13 ans, ceux qui ne disposaient pas d'ordinateur en classe obtenaient de meilleures notes en mathématiques comme en hébreu.

« Rien ou presque ne prouve que les TIC tiennent leurs promesses initiales d'un enseignement meilleur et moins cher pour un nombre plus grand d'enfants », souligne pour sa part l'OCDE¹.

S'adapter, une nécessité

Car il ne suffit pas d'équiper les salles de classe en ordinateurs performants et reliés à la Toile. Encore faut-il leur trouver un usage approprié. Mais cela suppose que l'école se transforme et invente de nouvelles façons de transmettre les connaissances. Car si elle se contente de mettre en ligne des livres ou des cours dispensés en classe, le bénéfice des TIC restera limité.

Les enseignants doivent eux aussi s'adapter. « Avec les nouvelles technologies, l'autorité de l'enseignant est moins fondée sur ce qu'il sait que sur la façon dont il transmet son savoir », précise Alexandra Draxler, qui a dirigé l'ouvrage *Technologies for Education*², publié par l'UNESCO en 2002.

« Si les élèves sont réduits à faire du copier-coller sur un écran, ils n'apprennent rien,

Les ordinateurs à l'école : 10 conseils pour mieux faire

- 1 Evitez que les résultats décevants voire catastrophiques des premières séances d'apprentissage ne démoralisent les élèves.
- 2 Prévoyez un budget d'entretien. Bien des tentatives pour introduire les ordinateurs dans les salles de classe ont échoué à la suite d'une défaillance du matériel.
- 3 Sélectionnez vos logiciels avec soin. Le choix est désormais très vaste.
- 4 Formez les enseignants. Leur manque de formation constitue le premier obstacle à l'avènement de l'informatique en classe.
- 5 Faites fonctionner les ordinateurs dès leur installation sans quoi ils sombreront dans l'oubli.
- 6 Faites votre choix parmi les trois écoles de pensée relatives à la pédagogie par l'ordinateur. La première considère celui-ci comme une machine à enseigner (à lire, à compter, etc.). La deuxième, comme une machine à apprendre à réfléchir. La troisième, comme un outil qu'il faut savoir maîtriser pour entrer du bon pied dans la vie professionnelle.
- 7 Ne soyez pas trop ambitieux au début. Le but le plus noble de l'ordinateur est d'apprendre à réfléchir. C'est aussi là qu'est le danger. Les enseignants auront besoin d'une longue période de préparation.
- 8 Utilisez l'ordinateur pour économiser du temps et de l'énergie et pour limiter les corvées. Au quotidien, il permet aux élèves de faire des exercices (arithmétique, grammaire, orthographe). C'est ce qui a le mieux marché dans les écoles.
- 9 Passez en revue les logiciels existants et voyez si un cas de figure précis justifie un nouvel achat.
- 10 Enseignez aux élèves à voir l'ordinateur comme un simple outil. Apprenez-leur à utiliser un traitement de texte, un tableur, une base de données, des logiciels graphiques. L'étape suivante consiste à imaginer des utilisations pour ces outils. Un bon conseil : commencez par apprendre aux élèves à se servir du clavier.

D'après un texte de Claudio de Moura Castro, disponible sur TechKnowLogia (www.techknowlogia.org)

reconnaît Cedric Wachholz, spécialiste du programme au bureau de l'UNESCO à Bangkok. De nombreuses erreurs ont été commises dans l'introduction des TIC à l'école. Certains pays ont investi massivement sans prendre en compte la nouveauté de l'outil. Or les enseignants doivent apprendre à s'en servir mais aussi à modifier le rôle qui leur était assigné jusqu'ici. » A l'OCDE, Richard Sweet résume ainsi le défi actuel : « Si l'école ne rompt pas avec ses anciennes habitudes, ça ne marchera pas. Les nouvelles technologies resteront un outil parmi d'autres. »

¹ *Cyberformation. Les enjeux du partenariat*, OCDE, 2001.

² *Technologies for education*, de Wadi D. Haddad et Alexandra Draxler, Knowledge Enterprise pour l'UNESCO, 2002.

Rien ou presque ne prouve que les TIC améliorent la qualité de l'enseignement.



© D. Roger/UNESCO

Intégrer tous les enfants

La faible scolarisation des enfants handicapés tient en grande partie à un autre handicap, celui des mentalités.

Jetha Murmu vit dans le sud-est du Népal. Aveugle, Jetha n'a commencé l'école qu'à 11 ans. Il est aujourd'hui en CM2. Son instituteur connaît le braille.

Rares sont les enfants qui ont pareille chance. Plus de 90 % des enfants handicapés des pays en développement ne sont pas scolarisés. Et les infirmités ne sont pas près de disparaître : ainsi par exemple, chaque année, 500 000 enfants perdent partiellement ou totalement la vue du fait d'une carence en vitamine A. Chez les femmes enceintes, un régime pauvre en iode fait courir un risque de déficience mentale à des millions d'enfants.

« Les mentalités constituent le principal obstacle à l'éducation des enfants handicapés », estime Kenneth Eklindh, de la section pour l'éducation intégratrice de l'UNESCO. Xu Bailun, directeur du Centre de recherche de la Clé d'or (voir encadré ci-contre), renchérit : « Certains pensent qu'il est inutile de scolariser les handicapés quand il est déjà si difficile de scolariser les enfants dits normaux. »

Un principe et un dilemme

Une majorité d'experts s'accorde sur le principe d'éducation intégratrice, lancé par la Conférence mondiale sur les besoins éducatifs spéciaux (Salamanque, 1994). Ce principe est simple : tous les enfants doivent apprendre ensemble dans les mêmes écoles. Mais il est plus facile à énoncer qu'à appliquer. Il faut des écoles spécialement aménagées et les enseignants doivent être préparés à accepter des élèves handicapés dans leur classe. Pour Fred Heddel, d'Inclusion International, « les handicapés ne bénéficient pas en permanence d'un suivi spécifique dans les écoles classiques, par manque de personnel spécialisé. Mais le dilemme, c'est que, si l'on veut en faire des adultes autonomes, il est absurde de les exclure dès leur plus jeune âge. »

Faire de la classe un lieu d'intégration complique la tâche des enseignants, poursuit

Kenneth Eklindh, surtout lorsqu'on exige d'eux qu'ils appliquent un programme précis, ce qui est généralement le cas. « Les enseignants sont eux-mêmes régulièrement contrôlés par des inspecteurs peu favorables au principe d'intégration », ajoute-t-il.

De nombreux pays prennent cependant des mesures en faveur des élèves handicapés, malgré le coût élevé de l'éducation intégratrice.

Un programme-phare de l'Éducation pour tous visant à défendre le droit à l'éducation pour les personnes atteintes de handicaps a été lancé récemment par plusieurs organisations afin de sensibiliser gouvernements, donateurs et ONG. Il milite pour que les gouvernements incluent l'éducation des enfants handicapés dans leur programme et la dotent d'un budget adéquat. « Les handicapés ne peuvent plus



© UNESCO/Diav A. Saltbones

Des élèves malentendants à l'école de la fondation Duang Prateep de Bangkok.

vivre de charité », martèle Kicki Nordstrom, présidente de l'Union mondiale des aveugles.

Bien qu'il soit difficile d'obtenir des chiffres, quelques pays auraient placé l'éducation intégratrice parmi leurs objectifs d'Éducation pour tous. L'Initiative accélérée de financement de la Banque mondiale s'apprête à ajouter à ses critères d'évaluation, ce qui en fera une des conditions d'accès aux financements.

Contact : Kenneth Eklindh, UNESCO Paris
Mél : k.eklinhd@unesco.org

3 questions à Xu Bailun

Aveugle, Xu Bailun dirige en Chine le Centre de recherche de la Clé d'or pour l'éducation des handicapés visuels.

1 Quand avez-vous perdu la vue ?
En 1971, à 41 ans, à la suite d'une erreur médicale. J'étais architecte à l'époque et je vivais à Pékin. Après un an de désespoir total, j'ai songé aux enfants aveugles moins chanceux que moi et, en 1985, j'ai commencé à travailler pour les handicapés visuels.

2 En quoi consiste le projet de la Clé d'or ?
La Clé d'or est une ONG qui travaille à promouvoir l'éducation des aveugles en Chine. Depuis 1996, elle travaille dans des régions pauvres comme le Guangxi ou la Mongolie Intérieure, où 95 % des jeunes aveugles sont aujourd'hui scolarisés. Ils vont à l'école de leur village dans les mêmes classes que leurs camarades voyants. Les enseignants sont formés et soutenus. Rien qu'au Guangxi, plus de 2 000 enfants aveugles sont ainsi scolarisés,

et certains anciens élèves exercent déjà une activité professionnelle. Devant ce succès, le gouvernement national a décidé de promouvoir l'éducation intégratrice dans tout le pays.

3 Quelles seraient les trois premières mesures à prendre pour scolariser les enfants handicapés à travers le monde ?
Assurer le respect du droit à l'éducation des handicapés. Promouvoir l'éducation intégratrice, c'est-à-dire scolariser les enfants handicapés dans l'école la plus proche : c'est aux écoles de s'adapter pour répondre à leurs besoins. Enfin, encourager les gouvernements et les ONG à coopérer. Les premiers disposent de l'Administration et du pouvoir, les seconds de l'enthousiasme, de l'expertise et des moyens financiers. Ensemble, ils feraient une équipe formidable.

Groupe de travail sur l'EPT, quatrième session

Le Groupe de travail sur l'Éducation pour tous s'est réuni pour la quatrième fois les 23 et 24 juillet au siège de l'UNESCO, à Paris. Regroupant 57 représentants de pays, d'organisations internationales et d'organisations de la société civile, ainsi qu'une vingtaine d'observateurs, il est chargé de soutenir les démarches entreprises dans le monde pour réaliser l'Éducation pour tous et les objectifs de développement du Millénaire.

Au menu de cette réunion, les programmes-phares de l'EPT, notamment l'Initiative des Nations Unies en faveur de l'éducation des filles (UNGEI), l'Initiative sur le sida, l'école et l'éducation, et la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003-2012).

« Notre but était de parvenir à une définition commune de la nature de ces programmes-phares, des liens qui les unissent et de leur rôle au niveau national », précise Abhimanyu Singh,

coordinateur exécutif de l'Unité de suivi de Dakar. Des inquiétudes se sont exprimées sur les discordances possibles entre les projets spécifiques que constituent les programmes-phares et une approche plus globale de l'éducation pour tous. Pour une meilleure contribution des programmes-phares à l'élaboration et à la mise en œuvre du calendrier de l'EPT, le Groupe de travail a proposé de renforcer les contacts entre les parties prenantes de chaque pays.

Les participants ont estimé que l'Initiative accélérée de financement de la Banque mondiale devait adopter un rythme plus soutenu. Autres questions abordées : le rapport mondial de suivi de l'EPT, la contribution de la société civile au mouvement de l'éducation pour tous et la préparation de la 3^e réunion du Groupe de haut niveau, qui se tiendra du 10 au 12 novembre à New Delhi.

Contact : [Abhimanyu Singh, UNESCO Paris](mailto:Abhimanyu.Singh@unesco.org)
Mél. : abh.singh@unesco.org

Repenser le système éducatif afghan

La Haute Commission afghane pour l'éducation, chargée en novembre 2002 de jeter les bases du nouveau système éducatif national, a adopté son rapport début juillet, à Kaboul. Ce texte sera bientôt soumis à l'approbation du gouvernement.

Le rapport réaffirme les principes de gratuité de l'éducation de base et de non-discrimination au sein de l'enseignement, ainsi que la nécessité de doter équitablement toutes les régions en matière d'éducation. Il recommande d'éliminer les discriminations qui entravent l'éducation des filles et des femmes. Il suggère aussi des actions pour le renforcement des capacités, pour la gouvernance éducative et pour la participation locale. Il prône l'éducation aux droits de l'homme, à la démocratie et à une culture de la paix.

L'éducation de base sera la pierre angulaire des objectifs afghans en matière d'enseignement, et un programme national en faveur de l'éducation pour tous sera mis en place. La commission préconise une campagne nationale d'alphabétisation. Elle fait une priorité de la formation professionnelle des jeunes non scolarisés, y compris des anciens combattants. L'éducation secondaire et l'enseignement supérieur sont également abordés dans le rapport.

« Notre travail est le produit d'une réflexion, d'études et de nombreuses consultations auprès d'experts nationaux et internationaux, souligne Saif R. Samady, président de la commission. Je pense qu'il contribue de façon significative au développement de l'éducation en Afghanistan. »

Autour du monde

→ Le Cambodge a lancé le 10 juin, lors d'une cérémonie qui a réuni 250 personnes, son plan national pour l'Éducation pour tous. L'enseignement se verra allouer 20 %, au lieu de 18 %, du budget national.

→ La 5^e réunion des coordonnateurs nationaux de l'EPT en Asie de l'Est et du Sud-Est s'est tenue le 10 septembre à Bangkok. Au programme des discussions : l'alphabétisation, la décentralisation de l'élaboration des plans de l'EPT et la mise en œuvre des plans nationaux.

→ Le 1^{er} forum sur l'Éducation pour tous en Amérique centrale s'est tenu du 27 au 29 août à Tegucigalpa (Honduras). Il réunissait ministres de l'Éducation, points focaux de l'EPT, commissions nationales, organisations de la société civile, agences des Nations Unies et donateurs.

→ Neuf pays d'Amérique du Sud et des Antilles ont défini leur plan pour l'EPT : Brésil, Bolivie, Cuba, Équateur, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Venezuela, République dominicaine. Le Mexique, le Panama et le Salvador s'approprient à adopter le leur.

→ La Banque mondiale et l'UNICEF ont organisé du 25 au 28 juin à Ouagadougou, au Burkina Faso, un atelier de trois jours sur l'investissement dans l'EPT et la réduction des disparités d'accès. L'atelier a réuni 300 participants d'Afrique centrale et occidentale.

→ Dans le cadre du bilan à mi-parcours de la CONFITEA (voir p. 10), des consultations régionales sur l'éducation des adultes se sont tenues en juillet à Hammamet, en Tunisie, et à Dakar, au Sénégal. La Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation a été lancée à cette occasion dans les États arabes.

→ Le bureau de l'UNESCO à Beyrouth et le réseau d'ONG Arab Resource Collective, réunis le 8 juillet au Liban, ont choisi la fondation Al-Hariri comme point focal national. La fondation coordonnera les actions pour l'EPT et formera des groupes de travail thématiques.

L'éducation des adultes à la une

Plus de 300 personnes venues d'une centaine de pays ont participé au bilan à mi-parcours de la CONFINTEA (Bangkok, 6-11 septembre), destiné à jauger les progrès récents réalisés dans l'éducation des adultes et à fixer des objectifs qui serviront de critères d'évaluation lors de la prochaine conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI), prévue en 2009.

Les rapports nationaux révèlent de profondes variations dans les raisons qui incitent les pays à promouvoir l'éducation des adultes. Les pays en développement privilégient l'éducation de base et

l'autonomisation des femmes dans l'optique d'une croissance durable, tandis que les pays industrialisés encouragent l'apprentissage tout au long de la vie afin de répondre à la demande du marché de l'emploi. Autres motifs invoqués : contrer l'essor des mouvements antidémocratiques (Suède), renforcer les capacités en matière d'élaboration des textes légaux (Egypte), consolider la société civile (pays en transition), développer les compétences en matière de démocratie et de bonne gouvernance (Slovénie) et bâtir les institutions de l'Etat (Nigeria).

John Daniel, Sous-Directeur général pour l'éducation, a ouvert les travaux en invitant les éducateurs d'adultes à délaissier les

actions de sensibilisation pour se saisir de tous les moyens nouveaux susceptibles d'améliorer l'éducation des adultes.

Contact : Maren Elfert, Institut de l'UNESCO pour l'éducation • Mél. : m.elfert@unesco.org

Premier de la classe

Les meilleurs lecteurs sont les jeunes Finlandais. Mais les élèves du Japon, de Hong-Kong et de la Corée-du-Sud arrivent premiers en maths et en sciences, tandis que l'Amérique du Sud coiffe le bonnet d'âne. Tels sont les résultats d'un rapport OCDE-UNESCO basé sur les données du programme

DÉBAT

FacDonald's ?

L'édito de John Daniel paru dans le n° 3 de *L'Éducation aujourd'hui* (octobre-décembre 2002) a suscité de violentes réactions de la part de représentants de la société civile, soucieux de la vision de l'éducation pour tous que défend l'UNESCO. Evoquant la réussite commerciale de la chaîne McDonald's, M. Daniel se disait partisan d'une plus large marchandisation des supports et des contenus pédagogiques. Nous reproduisons ici des extraits des commentaires qui nous sont parvenus, ainsi que la réponse de M. Daniel.

Vous trouverez l'édito controversé sur la page http://unesco.org/education/higher_edito. Vous pouvez aussi vous joindre au débat : www.swaraj.org/shikshantar/mceducationforall.htm.

« Les opinions de M. Daniel sont à l'unisson de celles d'innombrables élites gouvernementales et non gouvernementales, qui décident de la politique mondiale du développement de façon unilatérale et donc proprement dictatoriale. Le résultat est que le Sud global, prisonnier d'une éducation "macdonaldisée" et servile, demeure sous la coupe du Nord global, tandis que ce dernier concocte à son intention des programmes toujours plus altruistes qui le maintiennent dans son état de dépendance. »

Lisa Aubrey, Ohio University (Ghana et Etats-Unis)

« Le problème, c'est que la macdonaldisation de l'éducation relève d'un manque de confiance en l'individu, en sa capacité à choisir et à créer son propre groupe d'apprentissage. Elle part du principe qu'un être humain est incapable d'apprendre si on ne lui impose pas des filières officielles au sein d'un cadre déterminé. Pire, elle méprise ceux qui n'apprécient pas ses choix uniformisés, traitant ses détracteurs de gens "incultes", "superstitieux", "arriérés", etc. »

Manish Jain et Shilpa Jain, Shikshantar (Inde)

« L'appel lancé par M. Daniel relève du fondamentalisme, entendu au sens profond, et donc plus dangereux, que celui auquel nous sommes habitués. Croire qu'un modèle est valable pour tous, qu'un chercheur du Massachusetts Institute of Technology est apte à le définir et qu'un décideur de l'UNESCO peut l'imposer, c'est le fondamentalisme par excellence... »

Munir Fasheh, Arab Education Forum, Territoires palestiniens

« Le hamburger universel voit aujourd'hui ses profits diminuer. Les tentatives pour "personnaliser" le hamburger ont fini par ne plus tromper personne. »

Patrick Farenga, Holt Associates (Etats-Unis)

« Que M. Daniel assimile l'éducation (ou le matériel pédagogique) à des instruments tels que l'ordinateur ou le téléphone portable, cela peut se comprendre parce qu'il est le produit d'une pensée mondiale qui considère l'éducation comme un instrument. Nous autres, en Inde, pensons par contre que l'apprentissage forme des personnes, qu'il n'est pas un produit "commercialisable" mais un "processus créatif". »

Ram Subramaniam, Samanvaya (Inde)



© Erik Staal

OCTOBRE

29 sept. - 17 oct.

32^e session de la Conférence générale de l'UNESCO

www.unesco.org/confgen

3-4

Table ronde ministérielle sur la qualité de l'éducation

Organisé par UNESCO Paris • Paris, France

Contact : mj.pigozzi@unesco.org

5

Journée mondiale des enseignants

Contact : r.halperin@unesco.org

9-10

Forum UNESCO sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance

Organisé par l'UNESCO et le Conseil international pour la science • Paris, France

Contact : k.pohjolainen@unesco.org

21-23

Le rôle des ministères de l'Éducation dans les politiques gouvernementales de lutte contre le VIH/sida en Asie centrale

Organisé par UNESCO Almaty et d'autres partenaires • Almaty, Kazakhstan

Contact : a.khalafova@unesco.org

23-25

Conférence sous-régionale de l'Éducation pour tous dans les pays baltes

Organisé par le ministère de l'Éducation et des Sciences de Lituanie et le Forum national lituanien de l'éducation, en coopération avec l'UNESCO • Vilnius, Lituanie

Contact : VRVeбра@aol.com

NOVEMBRE

11-12

3^e réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous

Organisé par UNESCO Paris • New Delhi, Inde

Contact : abh.singh@unesco.org

17-21

Réunion des directeurs de l'éducation du Pacifique

Organisé par UNESCO Apia, la Commission nationale et le ministère de l'Éducation des îles Cook • Îles Cook

Contact : e.tait@unesco.org

24-27

Atelier « Genre et littératies »

Organisé par UNESCO Dakar, l'UNICEF et l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation • Dakar, Sénégal

Contact : c.medel-anonuevo@unesco.org

DECEMBRE

6-15

Atelier sous-régional de formation sur l'alphabétisation et l'éducation non formelle comme instruments de lutte contre la pauvreté

Organisé par l'UNESCO et le ministère de l'Éducation primaire et de l'Éducation de masse • Dacca, Bangladesh

Contact : a.rafiq@unesco.org

8-10

Séminaire international sur la protection des droits des enfants des rues et la lutte contre le VIH/sida et les discriminations

Organisé par l'UNESCO et ONUSIDA Bamako, Mali • Contact : l.saldari@unesco.org

19-21

5^e réunion ministérielle d'évaluation des neuf pays à très forte population (E9)

Organisé par l'UNESCO • Le Caire, Égypte

Contact : m.yannarakis@unesco.org

→ international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA), destiné à évaluer si les élèves de 15 ans sont prêts à affronter les défis de la société du savoir. 4 500 à 10 000 élèves de 43 pays ont passé des tests.

Le rapport montre qu'une augmentation des dépenses par élève permet généralement d'améliorer les résultats scolaires. Mais la corrélation n'est pas systématique : l'Italie, qui dépense presque deux fois plus que la Corée-du-Sud, obtient de moins bons résultats. Des variations attribuées à la qualité des systèmes éducatifs qui, efficaces et bien structurés, aident à surmonter bien des obstacles sociaux et économiques freinant l'apprentissage des enfants.

Contact : Yahhong Zhang, Institut de statistique de l'UNESCO • Mél. : zhangy@exchange.umontreal.ca

RÉPONSE

Je me félicite de l'abondant courrier suscité sur l'Internet – précieux produit de la mondialisation – par mon édito paru avec le dossier intitulé « Education supérieure : la course au profit ? ». Un des rôles de l'UNESCO est d'encourager le débat sur les grandes questions. Je regrette toutefois que certains intervenants aient ignoré mon appel à « réveiller nos facultés critiques » : les slogans faciles et les généralisations injustifiées ne font pas progresser le débat.

J'ai trouvé paradoxal que certains se positionnent contre les institutions officielles pour qualifier de fondamentaliste et d'unilatérale l'idée de produire des outils d'apprentissage accessibles sur l'Internet : la Toile n'est-elle pas un moyen formidable d'élargir les choix individuels et de contourner les institutions ? Alors que mon éditorial avait pour seul objet l'enseignement supérieur, certains correspondants ont largement extrapolé, me prêtant d'étranges opinions sur le mouvement en faveur de l'éducation pour tous.

L'UNESCO milite vigoureusement pour une gestion décentralisée de l'école. Je rentre d'un voyage passionnant en Inde où j'ai pu constater que le transfert de responsabilités aux villages a permis à de nombreux États de ce pays de progresser rapidement vers l'éducation pour tous. Mais ces écoles rurales souhaitent aussi bénéficier d'un matériel pédagogique de qualité, qu'il faudra donc produire en quantité au niveau local ou fédéral. C'est ce que j'appelle « marchandisation » et je ne changerai pas d'avis sur ses vertus !

John Daniel

● **Guidelines for Education in Situations of Emergency and Crisis – EFA Strategic Planning**, sous la direction de Kacem Bensalah. Ce manuel de 38 pages, conçu pour faciliter la préparation des plans nationaux et régionaux pour l'Éducation pour tous, détaille les principales mesures à prendre dans les situations d'urgence. Il traite, entre autres, de la planification stratégique et du développement des ressources humaines, de l'éducation des réfugiés et des mécanismes de financement et de coordination à mettre en place dans les situations de crise.



● **Toolkit for Promoting Gender Equality in Education**. Ce kit a pour vocation de promouvoir en Asie la réalisation de deux objectifs majeurs de l'EPT : la parité entre les sexes d'ici 2005 et l'égalité entre les sexes d'ici 2015. Il s'adresse aux ministres de l'Éducation soucieux d'intégrer ces objectifs dans les politiques éducatives. Il propose des outils pour analyser les programmes et les manuels scolaires, l'attitude adoptée par le ministère de l'Éducation et l'accueil réservé aux filles à l'école. Disponible auprès du bureau de l'UNESCO à Bangkok (gender@unesco.org).

● **VIH/sida et éducation : une approche stratégique**. Publié par l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO, ce document s'interroge sur le rôle que peut jouer l'école pour faire comprendre le VIH/sida et encourager des comportements limitant les risques d'infection. Il fait aussi le tour des questions et des priorités que tout décideur devra prendre en compte avant d'opter pour des mesures de prévention concrètes. <http://portal.unesco.org/aids/iatt-education>

● **Analyse de la situation de l'éducation en Irak 2003**. Le système éducatif irakien, hier le meilleur du monde arabe, est aujourd'hui fragilisé par une décennie de sanctions internationales, de conflits et de pillages. Cet ouvrage brosse un panorama du système éducatif irakien et des principaux défis qu'il doit relever. Il propose une série de mesures d'urgence pour mobiliser les soutiens nécessaires à sa reconstruction et à son renouveau. Ce document a été rédigé avant la guerre de mars 2003.

● **Jeunes et formations alternatives**. Publié en Haïti par le bureau de l'UNESCO et le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, ce document analyse différentes expériences réussies d'éducation alternative, notamment dans les milieux défavorisés. Mél. : B.Hadjadj@unesco.org

● **Developing Learning Communities – a case study**. Ce document se penche sur le sens donné à l'enseignement et à l'apprentissage dans plusieurs villages d'Inde. Il s'interroge sur la capacité de l'éducation formelle à répondre à des besoins d'apprentissage multiples, et propose une méthode visant à définir et promouvoir une conception pluraliste de l'éducation. Une publication conjointe UNESCO/Aide et Action (ED-2003/WS/17).



● **L'alphabétisation vue par l'UNESCO**. La Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003-2012) entend répondre aux besoins éducatifs de 800 millions d'adultes analphabètes. Cette brochure présente le point de vue de l'UNESCO, décrit les objectifs de l'engagement international et revient sur l'évolution de la notion d'alphabétisation et ses liens avec le développement social.

● **Éducation, travail et avenir**. Ce CD-Rom est une bibliothèque numérique de documents de l'UNESCO relatifs à l'enseignement et à la formation technique et professionnelle. Cette version augmentée contient plus de 14 000 pages de texte répondant aux questions les plus variées. La première édition est parue en 2001.

● **Annual Meeting of the Collective Consultation of NGOs on EFA 2003**. La Consultation collective des ONG sur l'EPT a adopté son rapport général et des recommandations pour une action conjointe à l'issue de sa réunion annuelle, qui s'est tenue à Porto Alegre du 19 au 23 janvier 2003, lors du Forum social mondial. Objet de la réunion : renforcer les liens entre enseignement de qualité, participation de la société civile et mondialisation alternative.

Nouveau kit pour la promotion de l'Éducation pour tous

Contient une cassette vidéo de six minutes, une affiche présentant les six objectifs de l'Éducation pour tous, des cartes postales et des autocollants. Existe en français, anglais et espagnol. Vidéo disponible au format PAL, SECAM et NTSC.



L'éducation aujourd'hui est un bulletin d'information trimestriel consacré aux évolutions actuelles de l'enseignement, aux projets entrepris dans le monde en faveur de l'Éducation pour tous et aux activités éducatives de l'UNESCO. Il est publié par le Secteur de l'éducation de l'UNESCO, en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, portugais et russe. Les articles ne sont pas soumis à la législation sur le droit d'auteur et peuvent être librement reproduits, à condition de mentionner qu'ils proviennent de *L'éducation aujourd'hui*.

Rédaction : Anne Muller, Teresa Murtagh et Agnès Bardon • Assistante de rédaction : Martine Kayser • Version française : Françoise Arnaud-Demir et Corinne Hewlett • Conception graphique : Pilote Corporate • Maquette : Sylvaine Baeyens. Crédits photographiques (couverture) : UNESCO/Dominique Roger, P. Wales, A. Kompanijcheko.

L'éducation aujourd'hui, Bureau exécutif, Secteur de l'éducation, UNESCO • 7, place de Fontenoy • 75352 Paris 07 SP • France
Tél. : 33 1 45 68 21 27 • Fax : 33 1 45 68 56 26-27 • Mél. : t.murtagh@unesco.org

Pour en savoir plus : www.unesco.org/education

